

**REPUBLIQUE  
DE  
VANUATU**



**REPUBLIC  
OF  
VANUATU**

**JOURNAL OFFICIEL**

**OFFICIAL GAZETTE**

*AM  
du  
20/11/89.*

20 NOVEMBRE 1989

NO. 28

20 NOVEMBER 1989

SONT PUBLIES LES TEXTES SUIVANTS

LIQUIDATION-ARRETE DE 1989 SUR  
LES HONORAIRES EXIGIBLES DES  
SOCIETES

NOTIFICATION OF PUBLICATION

LISTE DES CANDIDATS HABILITES A  
SE PRESENTER AUX ELECTIONS  
LEGISLATIVES PARTIELLE QUI SE  
TIENDRONT LE 28 NOVEMBRE 1989.

AVIS - CAMPAGNE ELECTORALE POUR  
LES ELECTIONS LEGISLATIVES.

LIST OF APPROVED CANDIDATES FOR  
THE BY-ELECTIONS TO PARLIAMENT  
TO BE HELD ON 28TH NOVEMBER, 1989.

PUBLIC NOTICE - CAMPAIGN BY  
CANDIDATES FOR ELECTION TO  
PARLIAMENT  
TOKSAVE IGO LONG PIPOL - KANDIDET  
KAMPEN BLONG PALAMEN BY ELEKSEN

SOMMAIRES

PAGE

CONTENT

PAGE

LEGAL NOTICE

1

PUBLIC NOTICE

2

LOI NO. 12 DE 1986 SUR LES SOCIÉTÉS

LIQUIDATION

ARRÊTÉ DE 1989 SUR LES HONORAIRES EXIGIBLES DES SOCIÉTÉS

LE PRÉSIDENT DE LA COUR SUPRÊME

VU les pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 338 2) de la loi No. 12 de 1986 sur les sociétés et sur approbation du ministre des Finances établi par les présentes des sanctions et

A R R Ê T É :

1. 1) Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera et prendra effet à compter du 1er novembre 1989. (sauf disposition différente prévue à l'Annexe) ;
- 2) La loi No. 9 de 1981 d'Interprétation s'applique à l'interprétation du présent arrêté comme elle s'applique à un texte législatif du Parlement.
2. Les honoraires et pourcentages exigibles pour ou au titre de la procédure de liquidation de sociétés figurent à l'Annexe du présent arrêté.
3. 1) Tous les honoraires et pourcentages qui figurent à l'Annexe doivent être acquittés en espèces ;
- 2) Lorsqu'une personne acquitte des honoraires à un fonctionnaire de la Cour, elle doit l'informer que le paiement a trait à la liquidation d'une société.
4. Lorsque la Cour a sanctionné une reconstitution de la société ou un projet de concordat pour ses affaires, ou lorsque pour toute autre raison, l'administrateur judiciaire ou le liquidateur est convaincu que les honoraires seraient excessifs, lesdits honoraires peuvent être réduits, à la demande de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur, du montant approuvé par la Cour.
5. L'arrêté de 1983 sur les honoraires exigibles des sociétés est abrogé par les présentes sauf pour les honoraires ou pourcentages dûs ou exigibles avant le jour d'entrée en vigueur du présent arrêté.

FAIT le 1er novembre 1989.

Le Président de la Cour suprême  
Frédéric G. COOKE

A N N E X E

Catégorie d'honoraires	Acte de procédure	Montant
1.	A l'insertion au Journal officiel de Vanuatu d'un avis sur une société qui est mise en liquidation par la Cour.	2.500 VT
2.	Lorsque l'administrateur judiciaire agit à titre de liquidateur provisoire en application de la loi No. 12 de 1986 sur les sociétés :  le montant que la Cour, à la demande de l'administrateur judiciaire, peut juger raisonnable de demander au requérant ou à la société de lui verser.	
3.	Lors de la prise d'une ordonnance en liquidation le 1er novembre 1989 ou ultérieurement, pour l'exercice de ses fonctions générales d'administrateur judiciaire plus tous autres honoraires exigibles au titre des actes ci-après.	90.000 VT
4.	Pour toute la papeterie officielle, les services d'imprimerie, de photocopie, du courrier, de téléphone et télex (y compris les avis de réunions ou d'audiences de la Cour aux créanciers et contribuables) :	
	1) lorsque le nombre de créanciers et de membres n'exécède pas vingt cinq (25) personnes	10.000 VT
	2) pour toute tranche supplémentaire complète ou partielle de dix (10) créanciers	2.500 VT
	(Les présents honoraires ne comprennent pas les frais imposés par l'administrateur judiciaire ou liquidateur lorsqu'il demande une réunion de créanciers et de contribuables du genre prévu par la règle 132 de la loi intitulée "(United Kingdom) companies (Winding-up) Rules 1949").	
5.	Lors de la prise d'une ordonnance en liquidation :	
	1) Sur tout montant porté au crédit par l'administrateur judiciaire	

après déduction des montants assujettis aux honoraires exigibles selon les catégories 6 et 7 et des montants consacrés à la poursuite des affaires de la société :

- |      |   |     |
|------|---|-----|
| i)   | pour la 1ère tranche complète ou partielle d'un million de vatu (1.000.000 VT)                            | 20% |
| ii)  | pour la tranche suivante complète ou partielle d'un million cinq cents mille vatu (1.500.000 VT)          | 15% |
| iii) | pour la tranche suivante complète ou partielle de dix sept millions cinq cents mille vatu (17.500.000 VT) | 10% |
| iv)  | pour tous montants additionnels   | 5%  |
- 2) Sur le montant distribué en dividendes ou payé aux créanciers et contribuables privilégiés par l'administrateur judiciaire, la moitié du pourcentage prescrit au paragraphe 1) ci-dessus, calculée sur le montant à distribuer de cette façon.

6. Sur tout montant porté au crédit par l'administrateur pour la liquidation d'un bien pour des créanciers nantis (autres que les titulaires de charges flottantes) :

le tarif de la catégorie 5.1) calculé sur la base dudit montant.

7. Sur tout montant porté au crédit par l'administrateur au titre de la liquidation d'un bien pour des titulaires de charges flottantes, le tarif de la catégorie 5.1) et 2) calculé sur la base dudit montant.

8. A l'échéance pour les liquidateurs (y compris l'administrateur judiciaire lorsqu'il exerce les fonctions de liquidateur), pour l'envoi, au ministre des Finances, en application de l'article 250 de la loi No. 12 de 1986 sur les sociétés de leur relevé de recettes et de dépenses, effec-

tues en qualité de liquidateurs, des honoraires calculés selon le barème ci-dessous sur le montant porté au crédit pendant la période pertinente, y compris le produit des appels aux contribuables mais après déduction, premièrement, des montants dépensés à même les recettes provenant de la poursuite des affaires de la société et, deuxièmement, des montants que l'administrateur judiciaire ou le liquidateur a versés aux créanciers nantis, autres que les titulaires de charges flottantes :

- |    |  |      |
|----|--|------|
| 1) | pour la première tranche complète ou partielle de dix millions de vatu (10.000.000 VT)           | 5.0% |
| 2) | pour la tranche suivante complète ou partielle de dix millions de vatu (10.000.000 VT)           | 3.5% |
| 3) | pour la tranche suivante complète ou partielle de quatre-vingts millions de vatu (80.000.000 VT) | 2.0% |
| 4) | pour tous montants additionnels  | 1.0% |

(sous réserve d'un montant minimum d'honoraires de 25.000 VT)

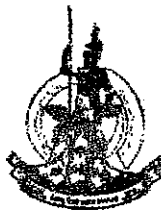
- |     |  |      |
|-----|--|------|
| 9.  | Pour les frais de voyage, de logement, de garde de biens, de justice, de publicité et autres dépenses raisonnables de l'administrateur judiciaire, le montant déboursé.  |      |
| 10. | Lorsque le liquidateur (y compris le receveur lorsqu'il exerce les fonctions de liquidateur) à la demande d'un créancier nanti ou d'un administrateur nommé par un créancier nanti, cède ou transfère un bien sous réserve de toute servitude retenue sur le bien par la société |      |
|     | Sur le prix de vente du bien   | 0.5% |
|     | (Sous réserve d'un montant minimum d'honoraires de quinze mille vatu (15.000 VT))  |      |
| 11. | Lorsque l'administrateur exerce un acte non prévu à la présente Annexe, le montant que la Cour, à la demande dudit administrateur, peut juger raisonnable.   |      |

## EXPOSE DES MOTIFS

(La présente note ne fait pas partie de l'arrêté)

Le présent arrêté prescrit les honoraires à verser à l'administrateur judiciaire au titre des affaires de liquidation de sociétés et remplace l'arrêté de 1983 sur les honoraires exigibles des sociétés).

CONSEIL DES ELECTIONS



ELECTORAL COMMISSION  
ELECTORAL OFFICE  
PRIVATE MAIL BAG 033  
PORT VILA

Reference. ELC 12/4/MRL/rrmt

Date. 10th November 1989

ELECTORAL COMMISSION

1. In accordance with section 24 of the Representation of the People Act No. 13 of 1982 the ELECTORAL COMMISSION HEREBY PUBLISHES the list of approved candidates for the By-Elections to Parliament to be held on 28th November, 1989 :

CONSTITUENCY OF BANKS AND TORRES: 1 VACANT SEAT

<u>CANDIDATE</u>	<u>AFFILIATION</u>
CECIL SINKER	VANUAAKU PATI
GORGON BEN	TAN UNION

CONSTITUENCY OF SANTO/MALO/AORE: 1 VACANT SEAT

<u>CANDIDATE</u>	<u>AFFILIATION</u>
VATOU LOUIS	TAN UNION

CONSTITUENCY OF LUGANVILLE: 1 VACANT SEAT

<u>CANDIDATE</u>	<u>AFFILIATION</u>
RUSSON SETH	VANUAAKU PATI
TAMOS PETRO	TAN UNION

CONSTITUENCY OF MALEKULA: 1 VACANT SEAT

<u>CANDIDATE</u>	<u>AFFILIATION</u>
LIATLATMAL IGNACE	TAN UNION
WANIEL EMIL	VANUAAKU PATI

CONSTITUENCY OF EPI: 1 VACANT SEAT

<u>CANDIDATE</u>	<u>AFFILIATION</u>
TANGAT YAPET	VANUAAKU PATI

CONSTITUENCY OF TONGOA/SHEPHERDS: 1 VACANT SEAT

<u>CANDIDATE</u>	<u>AFFILIATION</u>
ETCHIN SHEM	VANUAAKU PATI
PAKOA EZEKIEL	TAN UNION

CONSTITUENCY OF PORT VILA: 1 VACANT SEAT

<u>CANDIDATE</u>	<u>AFFILIATION</u>
BROTHY THOMAS FARATIA	VANUAAKU PATI
HAUL GILBERT	TAN UNION

2. Pursuant to section 25(1) and (2) of the Representation of the People Act No. 13 of 1982.

(a) THE ELECTORAL COMMISSION HEREBY DECLARES the candidates elected without a poll :


CONSTITUENCY OF SANTO/MALO/AORE: 1 SEAT

<u>CANDIDATE</u>	<u>AFFILIATION</u>
VATOU LOUIS	TAN UNION

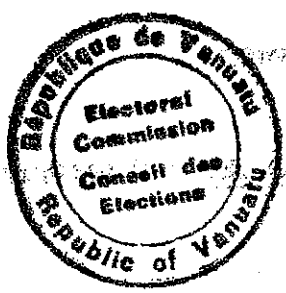
CONSTITUENCY OF EPI: 1 SEAT

TANGAT YAPET	VANUAAKU PATI
--------------	---------------

MADE AT PORT VILA ON the 10th day of November 1989.

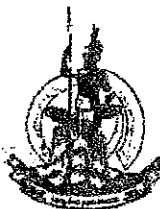
  
**MASING R. LAURU**  
 CHAIRMAN

  
**MARCEL SAM**  
 MEMBER





COMMISSION ELECTORALE



ELECTORAL COMMISSION  
ELECTORAL OFFICE  
PRIVATE MAIL BAG 033  
PORT VILA

Reference. ELC 12/4/MRL/rrmt

Date. 10th November 1989

LE CONSEIL DES ELECTIONS

Conformément aux dispositions de l'article 24 de la loi Electorale No. 13 de 1982, le CONSEIL DES ELECTIONS PUBLIE PAR LE PRESENT la liste des candidats habilités à se présenter aux élections législatives partielles qui se tiendront le 28 Novembre 1989 :

CIRCONSCRIPTION DES BANKS/TORRES: 1 SIEGE VACANT

<u>CANDIDAT</u>	<u>AFFILIATION</u>
CECIL SINKER	VANUAAKU PATI
GORGON BEN	TAN UNION

CIRCONSCRIPTION DE SANTO/MALO/AORE: 1 SIEGE VACANT

<u>CANDIDAT</u>	<u>AFFILIATION</u>
VATOUS LOUIS	TAN UNION

CIRCONSCRIPTION DE LUGANVILLE: 1 SIEGE VACANT

<u>CANDIDAT</u>	<u>AFFILIATION</u>
RUSSON SETH	VANUAAKU PATI
TAMOS PETRO	TAN UNION

CIRCONSCRIPTION DE MALAKULA: 1 SIEGE VACANT

<u>CANDIDAT</u>	<u>AFFILIATION</u>
LIATLATMAL IGNACE	TAN UNION
WANIEL EMIL	VANUAAKU PATI

CIRCONSCRIPTION DE EPI: 1 SIEGE VACANT

<u>CANDIDAT</u>	<u>AFFILIATION</u>
TANGAT YAPET	VANUAAKU PATI

.../2

CIRCONSCRIPTION DE TONGOA/SHEPHERDS: 1 SIEGE VACANT

<u>CANDIDAT</u>	<u>AFFILIATION</u>
ETCHIN SHEM	VANUAAKU PATI
PAKOA EZEKIEL	TAN UNION

CIRCONSCRIPTION DE PORT VILA: 1 SIEGE VACANT

<u>CANDIDAT</u>	<u>AFFILIATION</u>
BROTHY THOMAS FARATIA	VANUAAKU PATI
HAUL GILBERT	TAN UNION

2. En vertu de l'article 25 (1) et (2) de la loi Electorale No. 13 de 1982

LE CONSEIL DES ELECTIONS PAR LE PRESENT DECLARE élus sans recours au scrutin les candidats suivants :

CIRCONSCRIPTION DE SANTO/MALO/AORE: 1 SIEGE

<u>CANDIDAT</u>	<u>AFFILIATION</u>
VATOU LOUIS	TAN UNION

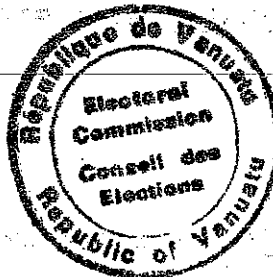
CIRCONSCRIPTION DE EPI: 1 SIEGE

TANGAT YAPET	VANUAAKU PATI
--------------	---------------

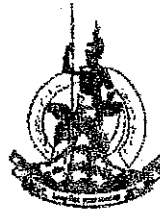
Fait à PORT VILA le 10 Novembre 1989.

  
MASING R. LAURU  
PRESIDENT

  
MARCEL SAM  
MEMBRE



COMMISSION ELECTORALE



ELECTORAL COMMISSION

P.O. BOX 227  
VILA  
TELEPHONE 2610

Reference. ELC 10/11/MRL/rrmt

Date. November 13, 1989

PUBLIC NOTICE

re: Campaign By Candidates For Election to Parliament

IN EXERCISE of the general responsibilities given to it by the Constitution and the Representation of the People Act No. 13 of 1982 over the conduct of elections to Parliament THE ELECTORAL COMMISSION HEREBY NOTIFIES THE REPUBLIC and all candidates for the November 28 1989 By-elections of the following :

1. ELECTORAL CAMPAIGN BY CANDIDATES and their political parties, groups or supporters with the view to influencing persons to vote for any candidate may now commence at any time.
2. THERE IS NO RESTRICTION on electoral campaigning imposed by the electoral law, the Representation of the People Act No. 13 of 1982, but attention is drawn to the provisions of section 46 of the Act which restricts certain activities during polling hours, including a prohibition on persons seeking to influence voters within a radius of 100 metres of any polling station.
3. ALTHOUGH THERE IS NO RESTRICTION on campaigning, the Electoral Commission advises as follows :
  - (a) That each candidate be allocated an equal amount of free air time by the national broadcasting network, Radio Vanuatu, of not more than 6 (six) minutes per candidate in total for the campaign period.

(b) That no campaign broadcast intended to gather support for any candidate, political party or group be undertaken by Radio Vanuatu from 24 hours before polling day until polling has stopped in all constituencies.


(c) That public authorities responsible for permitting public meetings, gatherings, rallies and marches exercise their powers to safeguard peace and order from 24 hours before polling day until polling has stopped altogether in all constituencies.

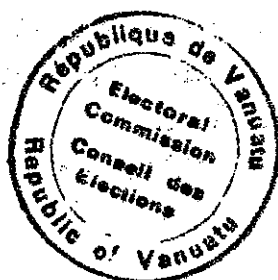
4. **CANDIDATES AND THEIR SUPPORTERS** should be mindful of the following during campaigning :

(a) Part 13 of the electoral law sets out certain offences relating to the influencing of voters including bribery, treating, undue influence, and the making of false statements about other candidates. Candidates may be fined or imprisoned if they are found guilty of those offences.

(b) Apart from electoral offences, candidates and their advisers and supporters are also subject to other existing laws and regulations relating to public order, and criminal behaviour and to civil and criminal liability arising from any defamatory or slanderous statements that they make against any other person, whether that other person is a candidate or not.

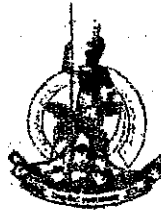
DATED this 13th day of November 1989.

  
M.R. LAURU  
Chairman



  
M. SAM  
Member

COMMISSION ELECTORALE



ELECTORAL COMMISSION

P.O. BOX 227  
VILA  
TELEPHONE 2610

Reference. ELC 10/11/MRL/rmmt

Date. 13th November 1989

A V I S

Campagne électorale pour les élections législatives

Le conseil des élections, agissant en vertu de la responsabilité générale dont il est investi par la constitution et la loi électorale no 13 de 1982 en ce qui concerne l'organisation des élections législatives, porte à la connaissance du public et de tous les candidats aux élections générales du 28 novembre 1989, les informations dont la teneur suit :

1. La campagne de propagande électorale des candidats et de leurs partisans, groupes ou partis politiques est déclarée ouverte.
2. Bien que la loi no 13 de 1982 n'impose aucune restriction en matière de campagne électorale, il est rappelé que l'article 46 dudit texte interdit certaines activités pendant le scrutin, notamment les pratiques visant à influencer les électeurs dans un rayon de cent mètres autour de tout bureau de vote.
3. Bien qu'aucune disposition restrictive ne soit applicable au déroulement de la campagne électorale, le conseil des élections recommande :
  - a) que l'Office national de radiodiffusion, Radio Vanuatu, accorde à chaque candidat un temps égal d'antenne n'excédant pas 6 (six) minutes au total pour l'ensemble de la campagne électorale ;

b) que Radio Vanuatu s'abstienne de diffuser toute propagande électorale 24 heures avant l'ouverture du scrutin et ce jusqu'à la clôture des opérations de vote dans toutes les circonscriptions ;


c) que les autorités habilitées à délivrer les autorisations de réunions publiques, rassemblements et autres manifestations soient particulièrement vigilantes en exerçant leur compétences relatives au maintien de l'ordre public dans les 24 heures précédant l'ouverture du scrutin et ce jusqu'à la clôture des opérations de vote dans toutes les circonscriptions.

4. Les candidats et leurs partisans sont invités à tenir compte des points suivants pendant la campagne électorale :


a) le titre 13 de la loi électorale énonce certaines infractions relatives à des pratiques visant à influencer les électeurs. Ces infractions concernent notamment la corruption, la gratification, l'intimidation et les fausses déclarations concernant les autres candidats. Les contrevenants sont passibles d'amende ou d'emprisonnement, s'ils sont reconnus coupables ;

b) outre les dispositions pénales de la loi électorale, les candidats et leurs conseillers et partisans sont également soumis à l'effet des textes relatifs à l'ordre public, aux conduites illicites à la responsabilité civile et pénale qui résulte de tout propos diffamatoire ou calomnieux tenu à l'encontre de tiers, qu'il s'agisse de candidats ou non.

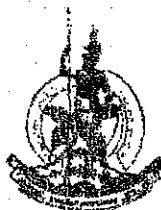
FAIT à Port-Vila le 13 Novembre 1989.

  
M.R. LAURU  
Président



  
M. SAM  
Membre

COMMISSION ELECTORALE



ELECTORAL COMMISSION

P.O. BOX 227

VILA

TELEPHONE 2510

Reference: ELC 10/11/MRL/rrmt

Date: 13th November 1989

TORSAVE IGO LONG PIPOLre: Kandidet Kampen Blong Palamen By Eleksen

FOLEM wok blong hem we Konstityusen blong Ripablik mo Eleksen. Lo No. 13 blong 1982 i givim long said blong Palamen eleksen, ELECTORAL COMMISSION I TALEMAUT LONG PIPOL mo ol kandidet blong Novemba 28, 1989 bigfala By-eleksen about ol toktok ya :

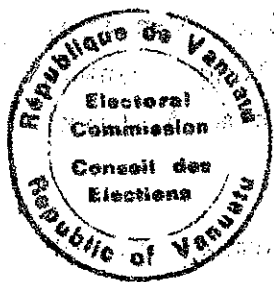
1. ELEKSEN KAMPEN BLONG OL KANDIDET, mo politikal pati, grup or sapota blong kandidet, isave stat naoya or eni taem we ol kandidet i wandem.
2. ELEKSEN LO NO. 13 BLONG 1982 ino putum eni limit long eleksen kampen, be pipol imas lukluk long seksen 46 blong Lo ya. Seksen 46 italemaut samfala rong we pipol ino mas mekem taem we vot istap gohet long eleksen dei. Wan long olgeta rong ya se man inogat rait blong mekem samting we i traem winim vot blong nara man insaid 100 meta klosap long wanfala ples blong vot.
3. ~~NOMATA ELEKSEN LO ino putum eni limit long kampen,~~ be Electoral Commission hemi givim olgeta advaes ya:
  - (a) Se nasonal redio blong kantri, Redio Vanuatu, hemi givim stretstret redio taem long wanwan kandidet, mo redio taem ya inomas bitim 6 (six) menet long wanwan kandidet.
  - (b) Se Redio Vanuatu inomas talemaut eni kampen toktok we mait i helpem wan kandidet, politikal pati or grup stat long 24 hawa bifo eleksen dei gogo kasem taem we vot istop long evri ples.

(c) Se olgeta 'public authorities' we oli gat rait blong letem mo stopem ol 'pablik miting', rally, mo pablik wokbaot (example: Municipal Council, Lokal Gavman Kaonsel, Polis Depatmen, Dipatmen blong 'Home Affairs') oli yusem pawa we lo igivim blong oli mekemsua se kwait mo 'public order' istap oltaem stat long 24 hawa bifo eleksen dei gogo kasem taem we vot i stop long evri ples.

**4. OL KANDIDET MO SAPOTA** blong ol oli mas save tufala poen ya taem oli stap kampen:

(a) Part 13 blong eleksen lo hemi talemaut samfala rong we kandidat or nara man or woman inomas mekem taem oli stap kampen or taem oli stap traem blong winim vot or sapot blong pipol. Samfala rong ya igat: fasen blong givim mane blong mekem man i vot long wan kandidat; fasen blong givim kakae long man blong mekem hem i vot long wan kandidat; fasen blong fosemstrong man blong mekem hem i vot long wan kandidat; mo fasen blong talem giaman rabis toktok about nara kandidat. Kandidet or sapota we hemi mekem wan long olgeta rong ya isave go long kot from, mo sapos kot i fainem hem gilti, hemi save gat panis man blong fain or kalabus.

(b) Antap long ol eleksen rong we eleksen lo i talem, ol kandidat, advaesa mo sapota oli mas save se igat ol nara lo blong kantri tu i kontrolem aksen blong olgeta long taem blong kampen. Samfala lo ya igat: Lo blong kontrolem 'public order'; Lo blong stopem kriminal aksen, olsem 'Penal Code'; mo 'civol' lo we istopem eni man blong talemaut or raitemaut long pablik eni giaman toktok we ispolem gufala nem blong nara man or woman, nomata sapos nara man or woman ya hemi kandidat or no.



**TOKSAVE** Electoral commission I MEKEM tede Novemba 13, 1989.

M R LAURU  
CHAIRMAN

M SAM  
MEMBA





IN THE MATTER OF

THE COMPANIES ACT NO. 12 OF 1986

TAKE NOTICE that pursuant to Section 335 of the Companies Act No. 12 of 1986, unless cause be shown to the contrary, the names of:-

INTERNATIONAL SEAFOOD TRADERS LIMITED

MAGNUM MINERALS (VANUATU) LIMITED

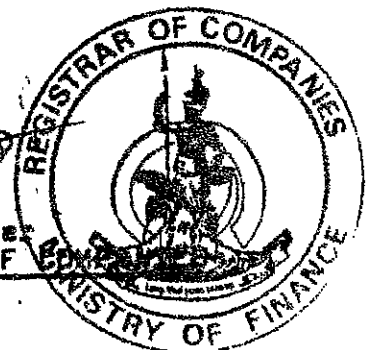
MUMBIL MINES (VANUATU) LIMITED

TAQUARUS HOLDINGS LIMITED

will be struck off the Register of companies at Vila, Vanuatu and the companies dissolved at the expiration of three months from the date of this notice.

Dated at Vila, this eighth day of November, 1989.

*R J Carpenter*  
R J Carpenter  
REGISTRAR OF COMPANIES



PUBLIC NOTICE

It is hereby notified that pursuant to the provisions of Section 31 (1) Criminal Procedure Code Act No. 20 of 1981.

DICK FRED

has been appointed to act as a state Prosecutor with effect from 6th November, 1981.

Made at PORT-VILA this 9th day of November 1989.



J.C.T Baxter Wright  
Public Prosecutor

